

LA LETTRE DES ACTIONS

Inertiae require anticipation

EQUITY GPS - Video ► - Outil d'aide à la décision en investissements actions rationnel, innovant et performant. Apprécie le potentiel de performance de près de 6000 valeurs, représentant 90% de la capitalisation boursière mondiale. Fondements académiques et pragmatiques solides : marchés inefficients, finance comportementale, value investing. Méthodologie objective, quantifiée, totalement dénuée de biais. Processus quotidien d'exploitation, via 30 milliards de calculs unitaires, d'une quantité massive d'informations fondamentales (près de 250 millions) pour produire des **ratings EQUITY GPS** synthétiques restitués de façon ergonomiques par valeur, secteur, géographie, ou thème. Société de recherche indépendante, CIF n°ORIAS 13005320, membre de l'ACIFTE, association agréée par l'AMF, et du Cercle des Analystes Indépendants.

Inertiae require anticipation

La Lettre des Actions d'EQUITY GPS n°105 du 30 septembre 2016 aborde deux sujets :

- Un thème portant sur le risque et l'opportunité que présenterait une éventuelle remontée des taux dans le monde et particulièrement en zone euro
- Un focus sur RENTOKIL INITIAL, entreprise mondiale à forte culture d'innovation d'origine britannique de près de 5 MdEUR de capitalisation. Discret n°1 global de la lutte contre les nuisibles et de l'hygiène dans les lieux publics, ses activités, peu "glamour" sont prévisibles et rentables. Le potentiel à long terme de l'entreprise est conforté par la croissance démographique, l'urbanisation, des réglementations sanitaires de plus en plus strictes, et les besoins de contrôle des populations de nuisibles favorisées par la multiplication des échanges et le réchauffement climatique. Le niveau actuel élevé de son rating EQUITY GPS (9,5/10) a historiquement⁽¹⁾⁽²⁾ été suivi par une appréciation ultérieure moyenne de +18% sur 3 mois (soit +90% en rythme annualisé) ou de +62% sur 12 mois.

⁽¹⁾ Moyenne calculée sur 90 observations mensuelles de 2008 à 2016 to-date

⁽²⁾ Selon la formule consacrée, les performances passées ne préjugent pas nécessairement des performances à venir

THEME : LES TAUX LONGS PEUVENT-ILS DEMEURER AUSSI BAS ?



Couverture de "The Economist", 24 septembre 2016

Les taux des obligations d'Etat dans le monde développé ont atteint un niveau historiquement inconnu, en nominal comme en réel. Avec le recul du temps, cette évolution peut s'expliquer par la conjonction de facteurs convergents, dont certains - à long terme - semblent structurels, quand d'autres - plus conjoncturels - pourraient potentiellement se retourner.

Evolution des taux longs réels des pays développés



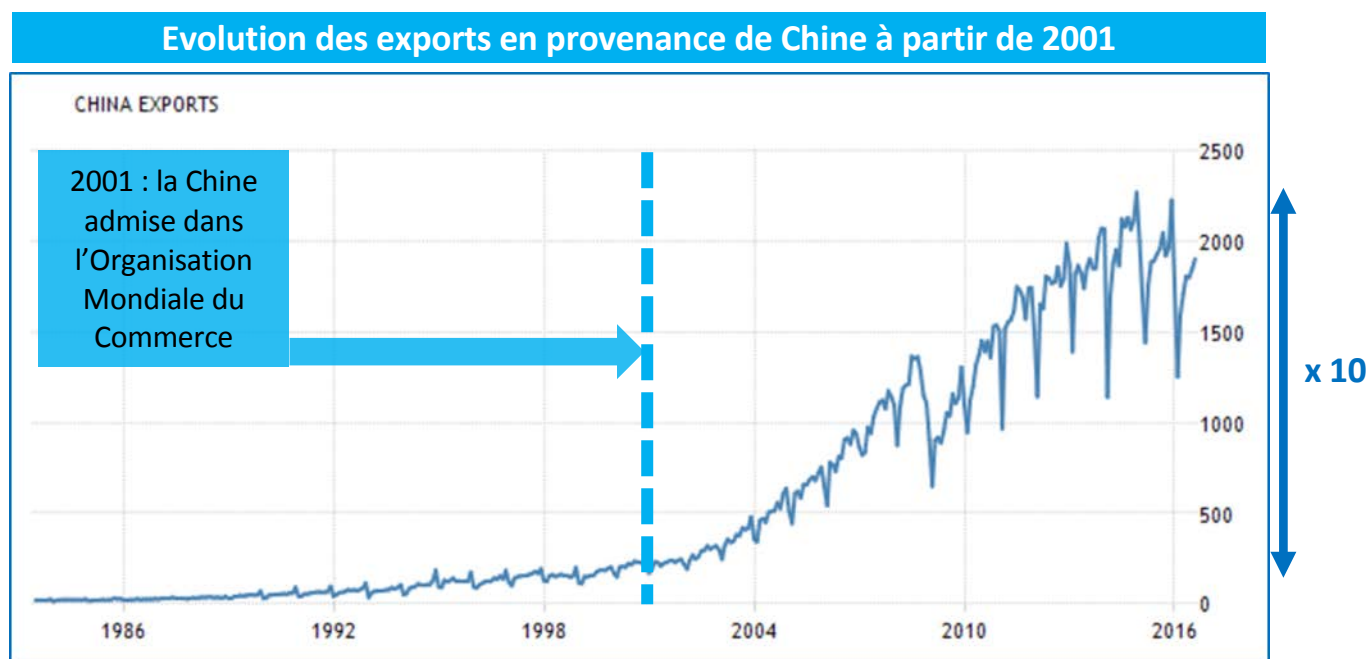
2001 : la Chine admise dans l'Organisation Mondiale du Commerce

Sources : *The Economist*, EQUITY GPS

Les anticipations d'inflation représentent le driver fondamental principal de l'évolution des taux longs. Les megatrends de la mondialisation et de la révolution numérique ont des effets structurels dépressifs à long terme sur les prix des biens et services, en particulier dans les pays les plus riches qui constituent les marchés les plus attirants en volumes et en prix. Ils aimantent l'importation de flux de marchandises et de services provenant de bases productives moins onéreuses et, souvent, efficaces car dotées d'outils et de processus souvent ultra-modernes.

Mondialisation et moindre inflation

A ce titre, il est intéressant d'observer sur le graphique de la page précédente que les taux réels à long terme des pays développés ont infléchi leur évolution à compter de 2001, précisément à la date à laquelle la Chine, après 15 ans de négociations ardues, a accédé à l'Organisation Mondiale du Commerce, date qui a marqué le départ de l'essor considérable (x 10) de ses exportations, principalement vers les riches marchés des pays développés :



Sources : Trading Economics, EQUITY GPS

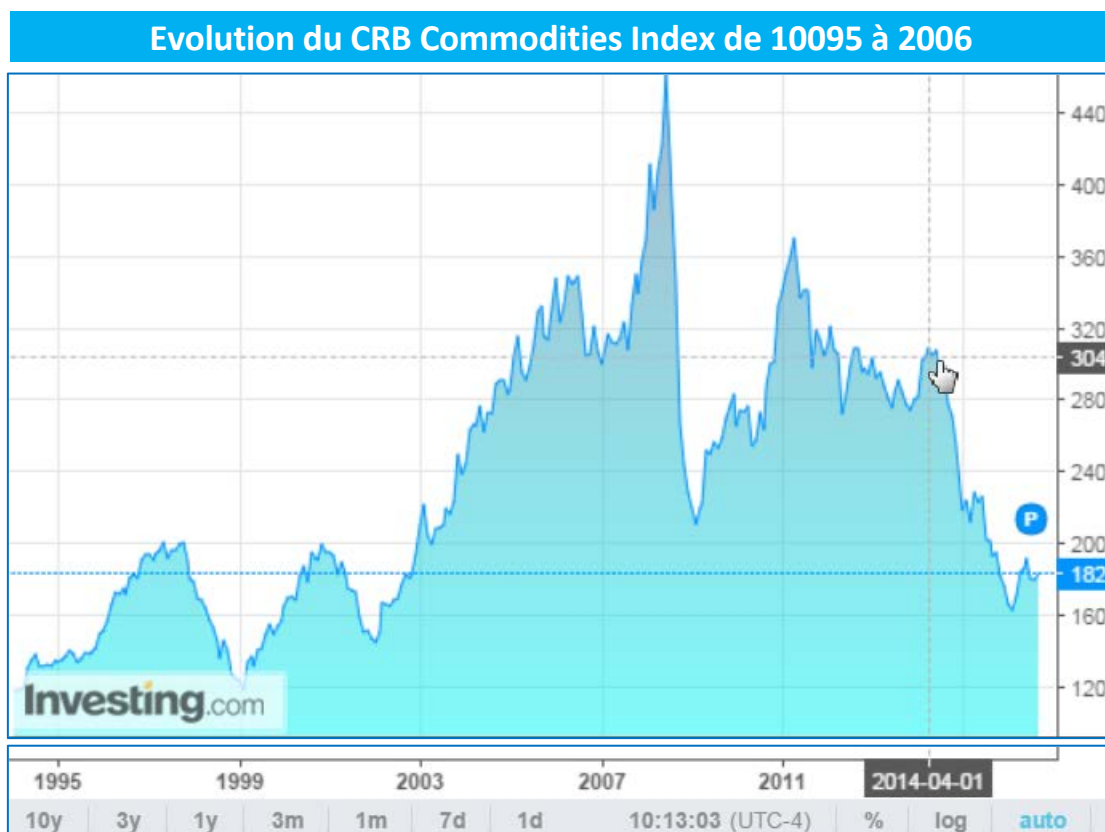
En 2015, la Chine représentait à elle seule 14% des exportations de marchandises dans le monde et, en cumul, 9 principaux pays émergents ayant basé leur développement sur une stratégie d'exportation (Chine, Hong Kong, Taiwan, Inde, Singapour, Corée, Thaïlande, Malaisie et Mexique) représentaient 27% du total.

En a résulté une tendance à la désindustrialisation dans les pays développés qui, sans surprise, est devenue un des thèmes les plus prégnants des nombreuses campagnes électorales actuellement en cours, et a causé l'arrêt ou l'interruption de nombreuses négociations internationales portant sur la poursuite du développement des échanges (abandon des négociations de l'OMC dites du "[cycle de Doha](#)", ou critiques portant sur le projet de [Traité Transatlantique américano-européen](#)).

Révolution numérique et moindre inflation

En plus de l'irruption d'innovations de rupture qu'elle favorise de façon exponentielle, la révolution numérique a contribué à la mondialisation des échanges et à la baisse des coûts en streamlinant tous les processus de la plupart des entreprises productives, qu'ils soient de production, de sourcing, de gestion, de sous-traitance, d'externalisation, ou de marketing, communication, vente, stratégie d'influence et relations publiques, voire également en abaissant considérablement l'intensité capitaliste.

Mais les progrès technologiques croissants permettent également d'abolir de nombreux "goulets d'étranglement" de production qui favorisaient dans le passé l'apparition de poches inflationnistes ponctuelles. Même dans le domaine supposé traditionnel des matières premières, on a assisté récemment à un recours massif à de nouveaux processus conduits par les nouvelles technologies. Les acteurs les plus innovants ont ainsi pu maintenir voire augmenter leur production ([gaz de schiste](#), [extraction de minerai](#), ...) dans des conditions de rentabilité acceptables alors même que les prix de vente se sont effondrés en moyenne de 60% sur les plus hauts de 2008, de 50% depuis 2011, ou de 35% depuis septembre 2014 si on en juge par l'évolution du CRB Commodities Index :



Sources : Thomson Reuters, Investing.com

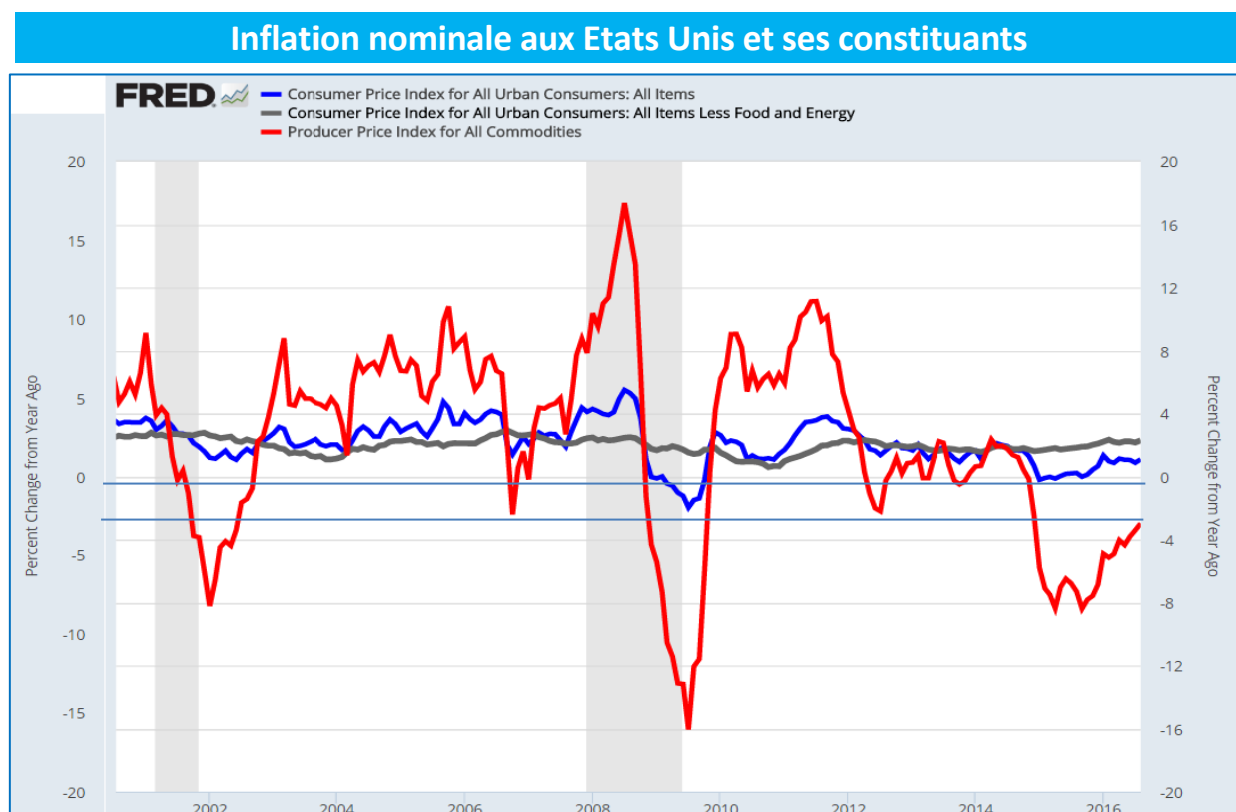
Faible inflation et politiques monétaires

Le [principe de "Taylor"](#), édicté en 1993 par l'économiste néo-keynésien américain éponyme, propose que les taux d'intérêts à court terme fixés par les banques centrales doivent être influencés par l'évolution de l'inflation. Ce principe paraît évidemment au cœur de la conduite des politiques monétaires de tous les instituts d'émission.

Le graphique ci-dessous montre (bleu) l'évolution de l'inflation nominale aux Etats Unis qui, à l'exception d'une courte période en 2012, s'est maintenue sous la barre conventionnelle de 2% depuis la récession de 2009, frisant même 0% entre fin 2015 et début 2016.

Or, quand on analyse ses deux composantes majeures, il apparaît que l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) s'est maintenue à 2% depuis 2012 et est même passée au-dessus depuis quelques mois, alors que les prix à la production pour toutes les matières premières (rouge), reflétant l'effondrement des prix des commodities depuis 2014, a tiré ponctuellement vers le bas l'indice d'inflation total.

Il nous paraît donc raisonnable d'anticiper que, sauf nouvelle baisse des prix des matières premières ou choc imprévisible, le taux d'inflation nominale aux Etats Unis tangente progressivement dans les prochains mois l'objectif assigné des 2% (contre 1,1% actuellement). Le principe de Taylor devrait alors s'appliquer, et la Fed conduite à remonter ses taux courts à plusieurs reprises d'ici la fin 2017, pour autant que les taux longs remontent également afin que la courbe des taux demeure pentue.



Sources : Federal Reserve Bank of St Louis, EQUITY GPS

Quantitative Easing

Les QEs des banques centrales font l'objet de contestations croissantes. En particulier, celui actuellement mené par la BCE paraît receler plusieurs effets pervers aux conséquences de plus en plus visibles au fil du temps :

1) Timing tardif de la BCE

La Fed américaine a pu faire preuve de réactivité en intervenant massivement dès les premiers trimestres de la crise de 2009 et en terminant l'essentiel de sa politique d'assouplissement non conventionnelle en octobre 2014. En comparaison, la BCE, jeune institution à la gouvernance non encore rôdée, a tardé à s'extraire de sa gangue de dépendance à l'égard des diverses banques centrales des pays de la zone euro présentant des intérêts extrêmement divergents et n'a pu imposer le début de son QE qu'en mars 2015, soit quelques mois après la fin du programme américain, et 6 ans après le début du programme de la Fed et 7 ans après le déclenchement de la crise.

2) Emprise énorme de la BCE sur le marché de la dette

La Fed américaine a acquis un total de 3 500 MdUSD d'obligations publiques de 2009 à 2014, période au cours de laquelle le déficit budgétaire cumulé de l'Etat américain, creusé par la crise, a atteint 6 300 MdUSD. Le QE de la Fed aura donc concerné l'équivalent de 55% (3500/6300) du besoin de financement de l'Etat américain sur une période de 5 à 6 ans. En comparaison, selon nos estimations, le QE de la BCE, qui représente un flux total de 1 800 MdEUR concentré sur 3 ans, est à mettre en face de "seulement" 550 MdEUR de déficit budgétaire cumulé à financer en zone euro. Le programme de la BCE concentrera donc sur 3 ans l'équivalent de 3,3x (1 800/550) du besoin de financement cumulé des Etats de la zone euro sur la période :

Estimation du déséquilibre entre offre et demande d'obligations d'Etats de 2015 à 2017 dans un contexte de réduction du déficit budgétaire cumulé de la zone

	2014	2015	2016(e)	2017(e)	2018(e)
PNB zone euro	9 800	9 950	10 100	10 400	10 800
Cumul des déficits budgétaires zone euro, en % du PNB	-2.6%	-2.1% ⁽¹⁾	-1.9%	-1.4%	-1.4%
Soldes budgétaires zone euro, MdEUR	-260	-215 ⁽¹⁾	-190	-150	-150
Programme d'achat de la BCE entre mars 15 et mars 17	0	600	960	240	0
Achats BCE relatif aux déficits budgétaires zone euro	0%	1,9x	5,1x	1,6x	0%

Sources :EUROSTAT, European Commission, ECB, estimations EQUITY GPS

(1) Sur les 19 pays de la zone euro, 4 (France, Espagne, Portugal, Grèce) représentent 60% du déficit pour seulement 35% du PNB

La BCE est donc en train d'avoir une emprise sur le marché de la dette de la zone euro 6 fois (3,3/0,55) plus importante que celle de la Fed.

Dans n'importe quel marché, un flux acheteur d'une telle amplitude par rapport à l'offre, de plus annoncé avec une transparence assumée, provoque mécaniquement une hausse des prix vertigineuse, accompagnée de protestations croissantes des acheteurs habituels contraints à réaliser leurs emplettes à des prix exorbitants.

C'est précisément ce qu'on observe avec des taux longs parfois négatifs en zone euro, donc des prix des obligations d'Etat très élevés, alors que les 10 ans américains sont toujours restés sensiblement au-dessus de zéro, probablement en raison de l'emprise plus faible de la Fed. A noter, incidemment, une conséquence paradoxale positive : les Banques Centrales et les Etats tirent, jusqu'ici, profit des QEs. Ainsi, la Fed, qui, statutairement, doit distribuer l'ensemble de ses profits au Trésor américain, a abondé aux recettes du Trésor US à [hauteur de 100 MdUSD](#) en 2015, grâce aux énormes intérêts perçus sur leur stock inflaté d'emprunts d'Etats. Il est possible qu'on observe un phénomène similaire en zone euro à l'avenir, ce qui accélérerait le rétablissement déjà observé du déficit budgétaire de la zone euro dans son ensemble.

3) QEs : effets pervers déflationnistes

L'objectif avoué des QEs est de faire remonter l'inflation autour de 2% en rythme annuel. Mais paradoxalement, il existe de nombreux effets pervers déflationnistes à maintenir des taux longs à des niveaux artificiellement bas. Parmi ceux-ci :

3-1) Baisse des coûts des entreprises

Les taux quasi-nuls incitent les entreprises à privilégier le capital (et l'automatisation de leurs processus) au détriment du travail, ou à consolider leur industrie par croissance externe (puis à tailler dans les coûts). Sur le plan micro-économique, les entreprises peuvent ainsi décider d'augmenter leurs parts de marché avec une stratégie-prix agressive tout en maintenant leurs marges, ce qui contribue à la faiblesse de l'inflation.

Sur le plan macro-économique, s'ensuivent des pressions sur les salaires (dans les pays les plus flexibles) ou sur le taux d'emploi (dans les pays les plus rigides), également déflationnistes.

3-2) Fragilisation des banques

Les banques d'Europe continentale financent une proportion importante de l'économie, contrairement à ce qui se passe aux Etats Unis. Déjà sous les pressions multiples des opinions publiques, des régulateurs quant à leur niveau de levier financier et leur position de liquidité (Bâle III, Bâle IV ?), des nouveaux entrants qui cherchent à grignoter leurs parts de marché (opérateurs télécoms, fabricants de téléphonie mobile, acteurs numériques, ...), ou des

politiques qui leurs demandent de stimuler leurs financements à l'économie pour doper la croissance, elles sont maintenant durablement confrontées à des taux longs bas synonymes de marges d'intérêts faibles.

En conséquence, on ne compte plus les occasions où les banquiers européens [critiquent publiquement](#) le Quantitative Easing de la BCE.

3-3) Revenus amoindris des épargnants et assureurs, déséquilibres croissants des fonds ou régimes de retraite

Si les taux d'intérêts servis sur un placement sont faibles, alors l'effort initial d'épargne devra être plus important pour préparer un revenu donné.

Ainsi, par exemple, en janvier 2014, un épargnant allemand visant 100 euros de revenus par an sur les 10 prochaines années, devait réserver une épargne de 833 euros quand il pouvait espérer 2% de rendement sur les emprunts d'Etat à 10 ans. Aujourd'hui, avec des taux autour de zéro, l'épargne nécessaire pour le même revenu futur avoisine les 1000 euros, soit 20% de plus qu'il y a 2 ans et demi.

Au niveau des assureurs, des fonds de pensions, et des régimes de retraites par répartition (c'est-à-dire non financées, ce qui est le cas des systèmes français en général), ce problème contribue à creuser encore les déficits présents et futurs, et rend plus urgentes encore l'imposition de nouvelles mesures impopulaires comme le report de l'âge de la retraite, la hausse des cotisations, le recours croissant aux retraites par capitalisation, ou la baisse des pensions effectivement servies à l'avenir.

Ces perspectives sont évidemment peu propices pour la consommation des ménages, qui, rappelons-le, représente 70% du PNB dans les pays développés.

A l'occasion des nombreuses échéances électorales à venir d'ici 2017, il semble qu'on perçoive la traduction de ces évolutions dans la poussée d'opinions protestataires déstabilisant les équilibres politiques traditionnels dans tous les pays développés, y compris dans les plus prospères où de faibles taux de chômage n'empêchent pas l'installation d'un sentiment diffus d'insatisfaction chez les classes moyennes.

Cette insatisfaction commence à se manifester dans le domaine politique. Ainsi, par exemple, des responsables du parti d'A. Merkel (CDU/CSU) ont commencé à [accuser la politique de la BCE](#) d'être responsable de la poussée de l'AfD aux dernières élections locales. De son côté, le candidat D. Trump [cloue au pilori](#) la Fed pour avoir créé une "bulle" financière, dans une critique frontale du pouvoir monétaire qui représente une première inédite dans l'histoire moderne américaine pour un candidat à la magistrature suprême.

4) Des banquiers centraux sous inhabituelle pression



Les banquiers centraux demeurent historiquement discrets. Cette tradition s'est récemment rompue, signe selon nous, des intenses pressions de tous bords auxquelles ils sont actuellement soumis.

Ainsi, par exemple, M. Draghi a publiquement stigmatisé, chose encore inimaginable il y a peu, [l'insuffisante taille des banques de la zone euro](#), et non les taux bas, comme cause première de leur rentabilité insuffisante.

Incidemment, notons que cette position très nouvelle, tout à fait justifiée si on compare le déficit de taille entre les banques américaines et les banques européennes (sauf HSBC qui présente un rating EQUITY GPS de 9,2/10), tranche avec la prudence passée des responsables des diverses banques centrales nationales en termes de concentrations bancaires transfrontières en Europe. Il est possible que, une fois le calme revenu sur le secteur, des spéculations réapparaissent quand à des opérations.

Pour sa part, J. Yellen a [véhémentement](#) défendu le caractère apolitique de la politique monétaire poursuivie.

En conclusion, il nous semble que les effets pervers des programmes de QEs transparaissent de plus en plus, particulièrement en zone euro, et contribuent à augmenter la probabilité d'une normalisation des politiques monétaires et, partant, d'une hausse des taux longs, dont les conséquences pourraient ne pas être neutres sur l'évolution des marchés et déclencher des phénomènes de rotations sectorielles importants.

C'est la raison pour laquelle EQUITY GPS effectue depuis peu, au quotidien, l'analyse de la sensibilité de ses ratings à différents scénarios de hausse de taux longs dans le monde pour chacune des 5 600 valeurs suivies, ainsi qu'en agrégé par secteur ou par pays.

FOCUS SOCIÉTÉ : RENTOKIL INITIAL

Société	Rating, sur 10	Dont Valo	Dont Dynam. Persp.	Capi, MdEUR	Volume quotidien mEUR	Sensibilité rating à hypothèse hausse des taux longs de 50bp
RENTOKIL	9,4	9,0	9,8	4,8	4	-10%

Créée en 1924 par un entomologiste britannique, [Harold Maxwell-Lefroy](#), RENTOKIL s'est initialement consacrée à la dératisation, activité visant à préserver la santé humaine et protéger les ressources, notamment alimentaires. Après une période de diversifications malheureuses l'ayant éloignée de ses métiers de base dans les années 90, la société s'est récemment définitivement refocalisée sur le contrôle des nuisibles (rongeurs, insectes, ...) et sur l'hygiène dans les lieux publics, activités où elle consolide régulièrement son leadership mondial dans un domaine encore fragmenté par une politique d'acquisitions ciblées couplée à une politique d'innovation constante s'appuyant sur une expertise scientifique de haut niveau et une culture de réalisme et d'opportunisme toute britannique.

Vidéo de présentation d'un ouvrage récent sur RENTOKIL



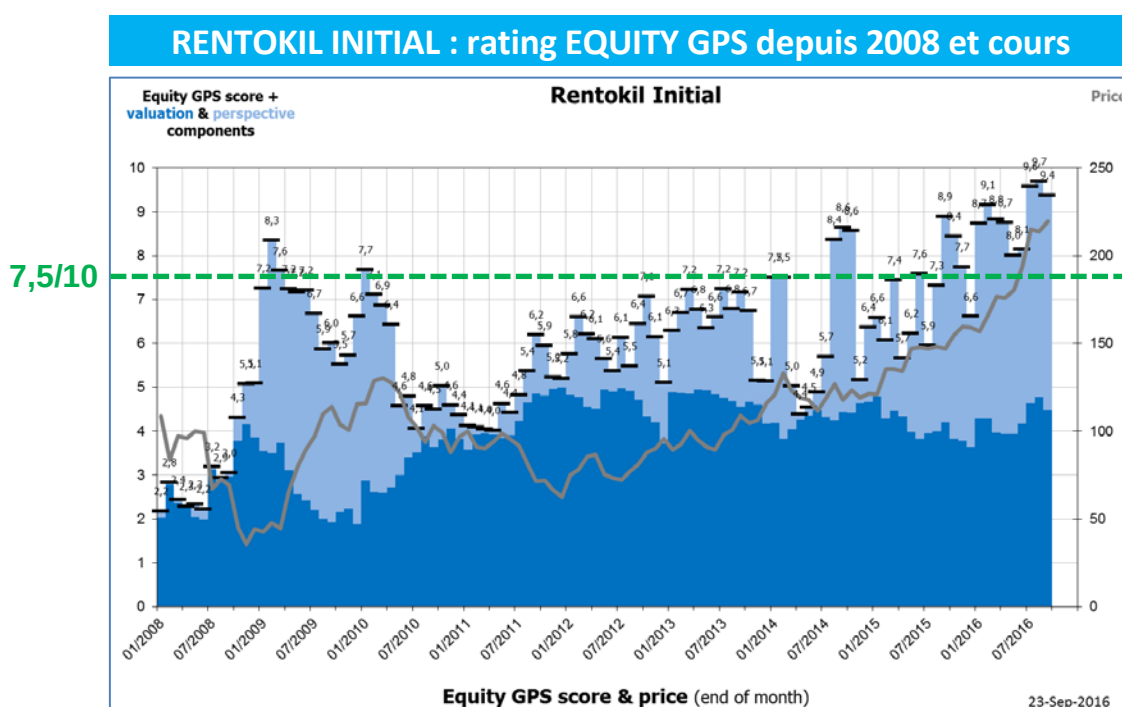
Vidéo de présentation de l'ouvrage "[Rentokil, the pest detectives](#)", 2015

Ainsi, RENTOKIL a annoncé en juillet 2016 la conclusion d'un ambitieux [partenariat](#) avec Google dans le domaine de l'internet des objets par lequel déjà 20.000 capteurs connectés au "cloud" identifient la présence ou la capture de nuisibles et en informent les clients (distribution alimentaire, hôpitaux, ...) ainsi que les techniciens de RENTOKIL, en temps réel, ce qui permet d'identifier, gérer, voire prévenir, grâce à des algorithmes spécialisés d'intelligence artificielle, l'apparition d'infestations dommageables en termes économique, sanitaire, ou de réputation. Si ce dispositif tient ses promesses, son potentiel de déploiement et de développement rapide pourrait selon nous constituer un atout supplémentaire majeur pour RENTOKIL, non seulement en amélioration de la qualité du service aux clients, mais aussi en efficacité opérationnelle et en améliorant sa capacité à acquérir et intégrer ses concurrents locaux plus petits et moins efficaces.

Autre illustration de l'expertise et du scope mondial de RENTOKIL : la société a remporté en juin 2016 [l'appel d'offres](#) du Center for Disease Control américain portant sur le contrôle des espèces de moustiques responsables de la transmission du virus "Zika".

Sur le très long terme, le potentiel de croissance des marchés adressés par RENTOKIL est favorisé par la croissance démographique mondiale, un taux d'urbanisation en hausse, des réglementations sanitaires de plus en plus strictes, la montée des menaces en termes de santé publique, ou le réchauffement climatique qui favorise la multiplication et l'extension des populations de nuisibles à l'échelle de la planète.

Le niveau, élevé, du rating EQUITY GPS actuel de RENTOKIL (9,5/10) a historiquement⁽¹⁾⁽²⁾ été suivi d'une appréciation ultérieure moyenne du titre de +18% sur 3 mois (soit +90% en rythme annualisé) ou de +62% sur 12 mois.



Source : EQUITY GPS

Autres points positifs intéressants sur RENTOKIL:

- Son titre présente une volatilité très faible (18% sur un an, soit le même niveau que l'action Nestlé) et un beta de seulement 0,6 (vs l'indice MSCI World). Ces métriques indiquent que les évolutions de l'action obéissent plus à des facteurs endogènes, qui lui sont propres, qu'aux variations parfois erratiques des marchés mondiaux.
- Son fonds de retraite est totalement financé, contrairement à la majorité des autres membres de l'indice FTSE 350. En effet, selon une étude du consultant [Mercer](#), le cumul des déficits de "funding" des fonds de pensions des sociétés du FTSE 350 a atteint au 30 juin 2016 le niveau record de 119 MdGBP (soit l'équivalent de 110% du total des profits 2015).

⁽¹⁾ Calculs et observations effectués sur base mensuelle, de 2008 à 2016

⁽²⁾ Selon la formule consacrée, les performances passées ne préjugent pas nécessairement des performances à venir

Liste des ratings EQUITY GPS les plus élevés à date (all caps)

Top 25 Monde	Score	Valo.	Persp.	Pays	Secteur
Vestas Wind Systems	9,9	9,86	9,95	DK	Equipement électroniques
BITTIUM	9,9	9,90	9,89	FI	Logiciels
Peugeot SA	9,9	9,92	9,83	FR	Automobiles
H&R	9,9	9,80	9,94	DE	Chimie
TARSUS GROUP	9,8	9,97	9,72	IE	Services professionnels
SSAB Svenskt Stal	9,8	9,86	9,80	SE	Métaux et mines
WPP	9,8	9,79	9,85	GB	Médias
CHINA FOODS	9,8	9,87	9,75	HK	Produits alimentaires
Faurecia	9,8	9,91	9,71	FR	Equipement automobile
Carnival Corporation & Plc	9,8	9,84	9,78	GB	Hotels restaurants
Kloeckner	9,8	9,75	9,84	DE	Distribution industrielle
Rio Tinto	9,8	9,79	9,76	GB	Métaux et mines
Atos Origin	9,8	9,85	9,68	FR	Services informatiques
MITSUI CHEMICALS	9,7	9,81	9,67	JP	Chimie
MICRON TECHNOLOGY INC	9,7	9,94	9,53	US	Semi-conducteurs
HARVEY NORMAN HLDG	9,7	9,63	9,83	AU	Grands magasins
CHINA RES LAND	9,7	9,66	9,79	HK	Gestion et promotion immobilière
KAJIMA CORP	9,7	9,89	9,55	JP	Construction et ingénierie
FIRST FINANCIAL HO	9,7	9,85	9,59	TW	Banque
Erste Bank	9,7	9,64	9,80	AT	Banque
FORTESCUE METALS G	9,7	9,47	9,96	AU	Métaux et mines
Lindab	9,7	9,66	9,76	SE	Produits pour construction
Morgan Stanley	9,7	9,61	9,80	US	Marchés de capitaux
NEW WAVE GROUP	9,7	9,82	9,59	SE	Produits de luxe, textile, habillement
Manutan	9,7	9,91	9,50	FR	Distribution internet

Top 25 AAA countries	Score	Valo.	Persp.	Pays	Secteur
Vestas Wind Systems	9,9	9,86	9,95	DK	Equipement électroniques
BITTIUM	9,9	9,90	9,89	FI	Logiciels
H&R	9,9	9,80	9,94	DE	Chimie
SSAB Svenskt Stal	9,8	9,86	9,80	SE	Métaux et mines
CHINA FOODS	9,8	9,87	9,75	HK	Produits alimentaires
Kloeckner	9,8	9,75	9,84	DE	Distribution industrielle
HARVEY NORMAN HLDG	9,7	9,63	9,83	AU	Grands magasins
CHINA RES LAND	9,7	9,66	9,79	HK	Gestion et promotion immobilière
FORTESCUE METALS G	9,7	9,47	9,96	AU	Métaux et mines
Lindab	9,7	9,66	9,76	SE	Produits pour construction
NEW WAVE GROUP	9,7	9,82	9,59	SE	Produits de luxe, textile, habillement
Outokumpu	9,7	9,47	9,92	FI	Métaux et mines
ALMA MEDIA	9,7	9,56	9,81	FI	Médias
LUNDIN MINING CORP	9,7	10,00	9,34	CA	Métaux et mines
KAPPAHL AB	9,7	9,68	9,62	SE	Distribution spécialisée
HIQ INTERNATIONAL	9,6	9,85	9,39	SE	Services informatiques
YUEXIU PROPERTY	9,6	9,40	9,82	HK	Gestion et promotion immobilière
SEVEN GROUP HLDGS	9,6	9,24	9,93	AU	Distribution industrielle
Leoni	9,6	9,80	9,37	DE	Equipement automobile
SILVER WHEATON CORP	9,6	9,22	9,93	CA	Métaux et mines
MAGNA INTL INC	9,6	9,56	9,56	CA	Equipement automobile
INDUSTRIAL ALLNCE INS FIN	9,6	9,50	9,60	CA	Assurance
SanomaWSOY	9,5	9,18	9,89	FI	Médias
BORUSSIA DORTMUND	9,5	9,42	9,65	DE	Médias
ISRA VISION	9,5	9,64	9,42	DE	Equipement & composants électronique

TOP 25 Europe PEA	Score	Valo.	Persp.	Pays	Secteur
Vestas Wind Systems	9,9	9,86	9,95	DK	Equipement électroniques
BITTIUM	9,9	9,90	9,89	FI	Logiciels
Peugeot SA	9,9	9,92	9,83	FR	Automobiles
H&R	9,9	9,80	9,94	DE	Chimie
TARSUS GROUP	9,8	9,97	9,72	IE	Services professionnels
SSAB Svenskt Stal	9,8	9,86	9,80	SE	Métaux et mines
WPP	9,8	9,79	9,85	GB	Médias
Faurecia	9,8	9,91	9,71	FR	Equipement automobile
Carnival Corporation & Plc	9,8	9,84	9,78	GB	Hotels restaurants
Kloeckner	9,8	9,75	9,84	DE	Distribution industrielle
Rio Tinto	9,8	9,79	9,76	GB	Métaux et mines
Atos Origin	9,8	9,85	9,68	FR	Services informatiques
Erste Bank	9,7	9,64	9,80	AT	Banque
Lindab	9,7	9,66	9,76	SE	Produits pour construction
NEW WAVE GROUP	9,7	9,82	9,59	SE	Produits de luxe, textile, habillement
Manutan	9,7	9,91	9,50	FR	Distribution internet
Outokumpu	9,7	9,47	9,92	FI	Métaux et mines
ALMA MEDIA	9,7	9,56	9,81	FI	Médias
SEVERFIELD	9,7	9,93	9,41	GB	Construction et ingénierie
KAPPAHL AB	9,7	9,68	9,62	SE	Distribution spécialisée
Ladbrokes	9,6	9,42	9,86	GB	Hotels restaurants
DNXCORP	9,6	9,29	9,98	FR	Distribution internet
HIQ INTERNATIONAL	9,6	9,85	9,39	SE	Services informatiques
Wm Morrison	9,6	9,71	9,53	GB	Distribution alimentaire
COSTAIN GROUP	9,6	9,58	9,63	GB	Construction et ingénierie

Liste des ratings EQUITY GPS les plus faibles à date (all caps)

BOTTOM 25 Europe PEA	Score	Valo.	Persp.	Pays	Secteur
Air Berlin	0,5	0,16	0,75	DE	Compagnies aériennes
SELVAAG BOLIG	0,8	0,00	1,51	NO	Gestion et promotion immobilière
CELLECTIS	1,3	1,03	1,59	FR	Biotechnologie
Kontron	1,3	2,62	0,05	DE	Semi-conducteurs
NANOBIOTIX	1,4	0,00	2,74	FR	Biotechnologie
AREVA	1,5	0,37	2,59	FR	Equipement électroniques
Tessenderlo Chemie	1,5	1,62	1,34	BE	Chimie
GW PHARMACEUTICALS	1,7	0,43	3,00	GB	Produits pharmaceutiques
Fugro	1,7	3,46	0,02	NL	Equipement et services pour énergie
GALAPAGOS	1,9	1,45	2,26	BE	Biotechnologie
MUTARES	1,9	3,40	0,32	DE	Marchés de capitaux
PARROT	1,9	3,62	0,19	FR	Equipements de télécommunication
ALTAMIR	2,0	2,42	1,60	FR	Marchés de capitaux
ZEALAND PHARMA	2,0	3,09	0,96	DK	Biotechnologie
DIANA SHIPPING INC	2,1	0,50	3,63	GR	Transport maritime
INTERXION HOLDING N.V	2,2	2,75	1,61	NL	Services informatiques
SCA-Svenska Cellulosa A	2,3	2,66	1,89	SE	Bois, papier
SYNTHOS S.A	2,3	1,33	3,22	PL	Chimie
VARD HOLDINGS	2,3	3,38	1,20	NO	Machines
GENFIT	2,3	1,86	2,74	FR	Fournisseurs sciences biologiques
SGL Carbon	2,3	0,34	4,29	DE	Equipement électroniques
MORPHOSYS	2,3	1,75	2,91	DE	Fournisseurs sciences biologiques
ABLYNX N.V.	2,4	2,52	2,23	BE	Biotechnologie
SEQUANS COMMUNICATIONS	2,4	2,12	2,70	FR	Semi-conducteurs
MARIE BRIZARD WINE	2,5	2,15	2,82	FR	Boissons

BOTTOM 25 France	Score	Valo.	Persp.	Pays	Secteur
CELLECTIS	1,3	1,03	1,59	FR	Biotechnologie
NANOBIOTIX	1,4	0,00	2,74	FR	Biotechnologie
AREVA	1,5	0,37	2,59	FR	Equipement électroniques
PARROT	1,9	3,62	0,19	FR	Equipements de télécommunication
ALTAMIR	2,0	2,42	1,60	FR	Marchés de capitaux
GENFIT	2,3	1,86	2,74	FR	Fournisseurs sciences biologiques
SEQUANS COMMUNICATIONS	2,4	2,12	2,70	FR	Semi-conducteurs
MARIE BRIZARD WINE	2,5	2,15	2,82	FR	Boissons
LE BELIER	2,5	4,32	0,68	FR	Métaux et mines
EVOLIS	2,7	5,19	0,30	FR	Ordinateurs
Spir Communication	2,8	2,36	3,32	FR	Médias
Essilor	3,0	3,83	2,10	FR	Equipement médical
Cegereal	3,0	3,77	2,16	FR	Immobilier
AUSY	3,1	2,34	3,95	FR	Services informatiques
FONCIERE LYONNAISE	3,2	5,70	0,79	FR	Immobilier
CLASQUIN	3,4	6,79	0,02	FR	Courrier, fret, logistique
Tonnellerie Francois Freres	3,7	3,70	3,74	FR	Emballage
Euro Disney	3,8	7,33	0,18	FR	Hotels restaurants
Wendel Investissement	3,9	2,96	4,82	FR	Services financiers
Virbac	4,0	7,00	0,95	FR	Produits pharmaceutiques
ALTAREA	4,1	6,41	1,69	FR	Immobilier
Ubisoft Entertainment	4,1	2,72	5,45	FR	Logiciels
SOMFY SA	4,1	0,60	7,64	FR	Equipement électroniques

Tous les ratings EQUITY GPS sur près de 6000 valeurs, recalculés chaque nuit, sont accessibles à nos abonnés sur www.equitygps.com.

EQUITY GPS, société de recherche indépendante, fonde ses analyses sur un système-expert propriétaire, innovant, performant et objectif, qui réapprécie chaque jour le potentiel d'environ 6000 valeurs cotées dans 68 pays et 68 secteurs représentant 85% de la capitalisation boursière mondiale et 95% de l'indice MSCI World.

Un rating EQUITY GPS élevé (ou faible) signale une valeur, un pays ou un secteur présentant objectivement, selon la méthodologie d'EQUITY GPS, des caractéristiques de potentiel de performance boursière supérieur (ou inférieur) à la moyenne du marché.

L'outil d'aide à la décision est fondé sur des bases théoriques solides – marchés inefficients, Finance Comportementale – et sur une méthodologie objective exclusivement fondée sur une analyse fondamentale des sociétés, en bottom-up, sur des historiques longs afin de capturer l'effet des cycles économiques et sectoriels sur les valorisations des entreprises sur les marchés. Doté d'une ergonomie efficace, pensé pour le praticien de l'investissement, il capitalise sur d'importants investissements en Recherche & Développement, une utilisation des technologies de l'information les plus modernes aux performances croissantes, des améliorations régulières portées à la qualité de son service.

Le mode opérationnel d'EQUITY GPS consiste dans un processus quotidien de recueil, de traitement et de restitution synthétique d'un nombre considérable d'informations financières représentant plus de deux cents cinquante millions de datapoints et des dizaines de milliards de calculs.

L'univers des valeurs suivies présente les caractéristiques suivantes :

- Près de 6 000 sociétés dont 2 000 en Europe (850 en zone euro, 850 en dehors), 2 000 en Amérique, et 2 000 en Asie,
- Capitalisation boursière à fin décembre 2015 au-dessus de 100 millions d'euros en Europe, 1 milliard d'euros dans les pays développés hors Europe (USA-Canada, Japon, Australie,...) et 2 milliards d'euros dans les pays émergents (dont la Chine)
- Plus de 3 ans d'historique de cotation,
- Au moins deux analystes financiers suivant la valeur.